

## 6.4 Autres salariés exerçant des fonctions de sécurité et de surveillance

Au-delà des policiers et gendarmes nationaux, des policiers municipaux et autres fonctionnaires assurant des missions de sécurité ou de surveillance (douaniers, gardes forestiers de l'Office National des Forêts, agents de sécurité dans les transports en commun, etc.), d'autres salariés contribuent à la sécurité de lieux privés ou publics pour le compte d'une entreprise, d'un particulier ou parfois d'une administration.

Ces activités de sécurité sont soumises à des règles très strictes définies par le livre VI du code de la sécurité intérieure (CSI).

En 2019, 279 000 salariés (hors fonctionnaires) exercent des fonctions d'agents de sécurité et de surveillance : dans 98 % des cas, il s'agit de missions de sécurité et de surveillance des biens et des personnes (vigiles dans un commerce ou un centre commercial, dans une zone aéroportuaire, agents cynophiles, videurs, etc.) et dans 2 % des cas, de métiers tels que convoyeurs de fond ou encore gardes du corps.

Ces salariés sont âgés en moyenne de 41 ans et sont très majoritairement des hommes (88 %) ► **figure 1**. 78 % de ces salariés bénéficient d'un contrat à durée indéterminée, les autres d'un contrat à durée déterminée (18 %), ou d'un contrat de travail occasionnel (2 %) ► **figure 2**. 19 % d'entre eux travaillent à temps partiel.

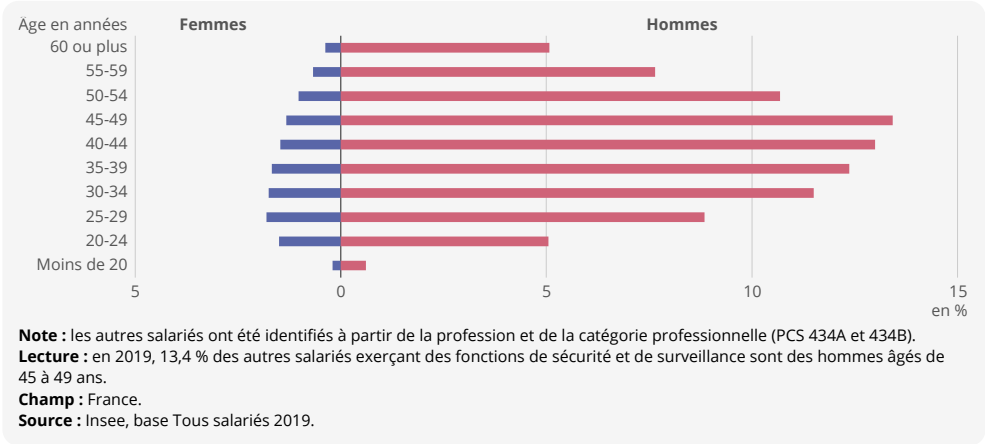
84 % des salariés concernés sont employés dans des entreprises du secteur enquêtes et sécurité et 2 % dans des entreprises de secteurs administratifs et de soutien, qui comprennent les entreprises de travail intérimaire. Ils exercent alors surtout en qualité de prestataires dans d'autres entreprises sans que l'on puisse en connaître le secteur d'activité. Les 14 % restants sont directement employés par l'entreprise utilisatrice du service : il s'agit le plus souvent d'entreprises de transports et entreposage (4 %), des arts, spectacles et activités récréatives (dont les casinos) (2 %), du commerce (2 %) ou d'hébergement et restauration (1 %).

Ces agents sont employés par des entreprises situées principalement dans les grandes villes (24 400 à Paris, 6 800 à Marseille, 3 800 à Toulouse) ou dans des communes à économie stratégique : 5 000 à Courbevoie où est installée une partie du quartier d'affaires de la Défense, 4 500 et 3 500 respectivement à Roissy-en-France et Tremblay-en-France sur lesquelles est, en partie, implanté l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle ► **figure 3**. 74 % de ces employés le sont par des entreprises localisées dans une unité urbaine de plus de 200 000 habitants, 39 % dans la seule unité urbaine de Paris ► **figure 4**. ●

### ► Pour en savoir plus

« La sécurité privée modérément affectée par la crise, des taux de marge toujours faibles », *Insee Focus* n° 253, octobre 2021.

### ► 1. Répartition par âge et sexe des autres salariés exerçant des fonctions de sécurité et de surveillance, en 2019



### ► 2. Condition d'emploi, nature du contrat de travail et secteur d'activité des autres salariés exerçant des fonctions de sécurité et de surveillance, en 2019

	en %
Temps complet	81,2
Temps partiel	18,8
Contrat à durée indéterminée	77,5
Contrat à durée déterminée	17,8
Travail occasionnel	2,0
Contrat de transition professionnelle	1,4
autres contrats	1,3
Secteur d'activité enquêtes et sécurité	84,1
Secteur de services administratifs et de soutien <sup>1</sup>	2,2
Autres secteurs d'activité, dont :	13,7
<i>transports et entreposage</i>	3,5
<i>arts, spectacles et activités récréatives</i>	1,7
<i>commerce</i>	1,7
<i>hébergement et restauration</i>	1,3

**1** Dont entreprises de travail intérimaire.

**Note :** les autres salariés ont été identifiés à partir de la profession et de la catégorie professionnelle (PCS 434A et 434B).

**Lecture :** en 2019, 77,5 % des autres salariés exerçant des fonctions de sécurité et de surveillance travaillent sous contrat à durée indéterminée.

**Champ :** France.

**Source :** Insee, base Tous salariés 2019.

### ► 3. Répartition des autres salariés exerçant des fonctions de sécurité et de surveillance selon la localisation de l'entreprise employeuse, en 2019

